



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 337 - 2 juin 2017

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

Facebook : www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015

SOMMAIRE

- 1 - Pour la Paix, contre la guerre, Appel à 24 heures d'action solidaire féministe autour du Monde - MMF internationale - Page 2
- 2 - Le parlement polonais a voté une loi rendant la pilule du lendemain accessible uniquement sur ordonnance - Le Figaro Madame - Page 3
- 3 - Aux Etats-Unis, être une femme, bientôt une maladie ? - Page 4
- 4 - Invisibilité des femmes ou résistance - Maison des Femmes de Montreuil - Page 4
- 5 - Soutien à la Maison des Femmes de Montreuil, encore agressée ! - MMF France - Page 5
- 6 - Déclaration Marche Mondiale des Femmes France à l'issue de son Assemblée générale - Pag5
- 7 - Des candidatures aux élections législatives de 2017 : une quasi-stagnation en dépit du renforcement des contraintes légales - Haut Conseil à l'Egalité Femmes-Hommes - Page 7
- 8 - Sommes nous des féministes ou des exhibitionnistes ? - Les Femen - Page 9
- 9 - L'égalité hommes-femmes fait-elle marche arrière ? - L'Humanité - Laurence Cohen, PCF, Raphaëlle Rémy-Leleu, Osez le féminisme ! - Fatima-Ezzahra Benomar, Les Effronté-es - Page 9
- 10 - Dans une société réglée par la suprématie blanche, il n'y a bien que la condition des Blancs qui puisse si largement émouvoir - Rokhaya Diallo - Page 12
- 11 - De souche/pas de souche, Blancs non-Blancs... stop ! -Martine Storti - Essayiste - Page 14
- 12 - « Les femmes noires savent que le défrisage est dangereux mais la pression est trop forte » - lemonde.fr - Aurore Merchin - Page 15
- 13 - La résistance à la pornification des femmes ne relève en rien d'une « panique morale » - Gail Dines et Julia Long - <https://ressourcesprostitution.wordpress.com> - Page 17
- 14 - Successions des patrons : les femmes restent largement sur la touche - Laurence Boisseau, Les Echos - Page 18
- 15 - Participation de Femmes Solidaires au Festival Solidaires de Miramas - 3/4 juin - Page 19
- 16 - Caféministe Les Effronté-es : « Le masculin ne l'emporte pas sur le féminin ! » - Paris - 10 juin - Page 20
- 17 - Notre place : Une place dans la place qui donne largement place aux femmes... Pique-nique Débats, scène ouverte, spectacles... - Toulouse - 10 juin - Page 20
- 18 - Concert de soutien « Les 56 ninas du Guatemala » : Elles brûlaient pendant que nous marchions » - Appel collectif - 10 juin - Page 20
- 19 - Première du film « Ad Infinitum » - de Lydie Jean-Dit-Pannel - Paris - 13 juin
- 20 - Exposition-reportage "A la rencontre des femmes oubliées" - Eloïse Bouton et Erwan Balanant - Paris - 12 juin au 18 juin - Page 21
- 21 - Formation « Genre et population, Méthodes, données et analyses » - du 26 au 28 juin - Paris
- 22 - BD : Culottées - Volume 1 - Pénélope Bagieu - Page 22

MOBILISATION

1 - Pour la Paix, contre la guerre, Appel à 24 heures d'action solidaire féministe autour du Monde - MMF internationale

Le samedi 3 juin de 12h à 13h, rejoins-nous dans une action solidaire pour la Paix à travers le monde. Tu peux manifester, écrire un message... ou tout simplement prendre une photo ou faire une vidéo et la mettre dans notre site facebook :

Etre femme, c'est vivre constamment en état de guerre. Nous avons répété cette phrase lors de notre 4ème action internationale en 2015 en expliquant le contexte dans lequel nous vivons, chez nous, sur nos communautés et territoires. Lors de notre 10ème Rencontre internationale à Maputo en octobre 2016, nous étions toutes d'accord sur le fait que la violence et le terrorisme se répandent dans le monde à pas de géants. Partout, l'offensive conservatrice et la militarisation de la vie quotidienne des femmes sont devenues une tendance habituelle.

Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, les femmes subissent les effets et les conséquences de l'occupation des territoires par les régimes impérialistes coloniaux qui soumettent les peuples à des conditions infrahuaines, la criminalisation, et pratiquent les assassinats et des emprisonnements traumatisants que le reste du monde contemple en silence. **C'est cela une guerre.**

Nous assistons à la montée de gouvernements d'extrême droite et populistes de droite dans bien des pays de la planète, qui imposent un recul des droits acquis pendant des dizaines d'années de luttes populaires pour la justice, la liberté et l'égalité. D'un côté ils appellent à l'intolérance, la haine et la guerre contre les minorités, les personnes migrantes, les noires, les indigènes, les anticonformistes. Et de l'autre, ces gouvernements imposent des programmes néolibéraux bien plus radicaux qui défendent les intérêts des multinationales qui ont soutenu leurs campagnes électorales.

Nous faisons face à de nouvelles formes de colonialisme, où les gouvernements, de connivence avec les multinationales, envahissent des pays en Afrique, Asie et Amérique latine au nom des investissements directs et de l'aide au développement. Ils manipulent les gouvernements nationaux dont ils ont financé l'élection en utilisant les mécanismes de l'aide et sous les auspices des Accords de libre échange et des politiques néolibérales. Ils accaparent les terres, dépouillent et déplacent des familles et communautés entières, les privant de leurs moyens de gagner leurs vies et de toutes les ressources naturelles nécessaires à la vie. Dans ce contexte, les communautés ont à endurer une extrême pauvreté, la violence et la peur pour leur présent et leur futur. Les femmes en paient le prix fort et luttent pour garantir des moyens de subsistance à leurs familles. Elles sont exploitées dans des travaux non rémunérés et finissent souvent dans la prostitution, le mariage précoce ou forcé et leur avenir est bouché.

La militarisation de nos vies quotidiennes s'est banalisée dans le monde entier. Les grandes puissances produisent des armes et les vendent aux pays dans lesquels elles ont des intérêts économiques solides. Les pays africains sont leurs marchés favoris, en particulier ceux d'Afrique occidentale et d'autres pays comme la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et le Mozambique. Elles créent des dettes en fournissant des armes aux gouvernements nationaux et aux groupes rebelles, qui à leur tour sèment les guerres civiles et les attaques terroristes sur tout le territoire.

Pendant que les peuples luttent les uns contre les autres, les multinationales intensifient leurs opérations d'extraction de matières premières et elles récupèrent le peu d'impôts qu'elles paient sous forme de remboursement de la dette. Dans cette situation, les gouvernements nationaux n'ont plus la capacité d'offrir des services de base tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, le logement, le transport public, il n'y a plus de place pour la construction

d'espaces démocratiques. Les violations des droits des femmes augmentent ainsi que la criminalité en général, lorsque les systèmes judiciaires ne défendent et ne protègent que les intérêts des élites politiques et garantissent l'impunité des multinationales. C'est une forme de guerre.

La démocratie a été bafouée et n'a pas permis que des élections justes soient organisées. Au contraire, des gouvernements dictatoriaux restent au pouvoir pendant de longues années. Les droits constitutionnels et les lois sont manipulées et varient en fonction des intérêts d'élites minoritaires. Nous avons été témoins d'arrestations et d'assassinats de militant-es politiques, de la fermeture de leurs organisations en Turquie, au Burundi et dans bien d'autres parties du monde. Les institutions régionales et mondiales n'ont pas pu assurer de médiation dans les conflits ni exiger que des comptes soient rendus. Au contraire, elles légitiment ces dictatures.

Ces milliers de personnes se voient obligées d'émigrer. Nous vivons une période historique marquée par la mobilité des personnes à la recherche d'un endroit sûr pour elles et la vie de leur famille. L'Afrique est le continent qui reçoit le plus grand nombre de migrants, enfants, femmes et hommes qui se déplacent des zones rurales vers les villes, d'un pays à l'autre.

Des milliers de migrants africains et du Moyen Orient meurent en mer Méditerranée dans leur tentative de rejoindre l'Europe pour sauver leurs vies, échapper à la brutalité causée par les guerres, la faim et les persécutions réalisées par les mêmes forces capitalistes mentionnées précédemment. Les personnes migrantes vivent dans des conditions très vulnérables et font face à toutes sortes de discrimination : leur citoyenneté n'est pas reconnue, elles n'ont pas accès à l'emploi, elles ne peuvent pas vivre avec leurs familles, elles sont exposées à la faim, aux maladies et bien d'autres fléaux. Ce sont des êtres humains qui ont des savoirs, des cultures, des valeurs et ont un rôle à jouer dans le processus de construction d'un monde meilleur pour tous.

Nous, militantes de la Marche Mondiale des Femmes, appelons toutes les militantes, camarades et amies du monde entier à se joindre à nous en une action solidaire pour la paix le samedi 3 juin, de 12 h à 13 h. Postez vos messages et vos photos sur notre page Facebook :

<https://www.facebook.com/marchemondialedesfemmes/>

Postez vos messages/revendications de paix, contre la guerre, pour les droits des migrantes, pour les femmes qui vivent en territoires occupés, pour les peuples affectés par les multinationales...

INTERNATIONAL

2 - Le parlement polonais a voté une loi rendant la pilule du lendemain accessible uniquement sur ordonnance - Le Figaro Madame

En Pologne, les droits des femmes sont une nouvelle fois menacés. Le parlement, dominé par les conservateurs nationalistes a voté ce mercredi 24 mai au soir une loi limitant l'accès à la pilule du lendemain. Désormais, cette dernière sera accessible uniquement sur prescription médicale.

La loi, une initiative du gouvernement de la première ministre Beata Szydło, a été votée par 242 députés, contre 188 députés qui se sont opposés à cette régulation et 9 qui se sont abstenus. Le gouvernement libéral précédent avait, conformément à une règle européenne, rendu possible l'accès à la pilule du lendemain sans ordonnance, aux femmes âgées de plus de 15 ans.

Inquiétude des féministes : La loi qui ne devrait pas susciter d'opposition ni au Sénat où le parti Droit et Justice (PiS) a la majorité, ni auprès du président conservateur Andrzej Duda a déjà suscité l'inquiétude des milieux féministes en Pologne. «Ce projet limite les droits de femmes en matière de reproduction», avait regretté Katarzyna Labedz de la Fédération pour la cause des femmes et du planning familial, interrogée en février par l'AFP. Selon elle, la contraception

d'urgence risque de «perdre son sens» étant donné que, pour être efficace, elle doit être appliquée dans les plus brefs délais. «Nous craignons qu'il ne s'agisse là d'une mesure restrictive de plus et qu'il n'y en ait d'autres prochainement», a indiqué Mme Labedz.

Dans ce pays à forte influence catholique, le PiS - au pouvoir depuis plus d'un an - a déjà mis fin au financement public de la fécondation in vitro. À l'automne 2016, le PiS a également tenté de limiter le droit à l'avortement, déjà parmi les plus restrictifs d'Europe. En effet, une Polonaise ne peut recourir à l'IVG que dans trois cas : risque pour la vie ou la santé de la mère, examen prénatal indiquant une grave pathologie irréversible chez l'embryon, et grossesse résultant d'un viol ou d'uninceste.

Mais, sous la pression de manifestations dites «grève des femmes», auxquelles ont participé quelque 100.000 personnes dans tout le pays, le gouvernement avait fini par rejeter le projet de loi.

3 - Aux Etats-Unis, être une femme, bientôt une maladie ?

Si la réforme de la santé voulue par Trump est votée par le Sénat, être une femme victime de violences conjugales, de viol ou même juste être enceinte, pourrait devenir une condition permettant de se voir refuser une assurance maladie. Ceci n'est pas une fiction.

Les sociétés privées d'assurance maladie ont des listes de « conditions préexistantes » qui excluent certaines personnes, du fait de ces « conditions », de l'accès à une assurance (ou bien, ces personnes peuvent y avoir accès, mais en payant beaucoup plus cher, ce qui revient, le plus souvent à leur refuser de manière indirecte).

L'Obamacare avait interdit aux assureurs de refuser des contrats à des personnes ayant des « conditions préexistantes », mais la réforme de Trump laisse le choix à chaque Etat de lever ou non l'interdiction de discriminer les citoyens en fonction de leur dossier médical.

Une femme victime de viol se verrait refuser une assurance

Avant l'Obamacare, certaines compagnies d'assurances considéraient donc que le traitement médical lié à des actes de violences conjugales ou à un viol, constituaient « une condition préexistante », les empêchant ainsi d'obtenir une assurance. Certains Etats avaient interdit cette pratique, mais pas tous. Le Trumpcare, qui déjà refuse de subventionner le planning familial américain, (Planned Parenthood) donne donc aux Etats la liberté de décider si un assureur peut discriminer ou non une femme en fonction de « maladies préexistantes » dont : le fait d'avoir subi une agression sexuelle, des actes de violences conjugale, une césarienne, un « baby-blues »...

En somme, être une femme, sous l'ère Trumpienne, est une condition préexistante qui permettra à des compagnies d'assurances de refuser de couvrir bon nombre de citoyennes américaines. En tout légalité.

Actuellement, aux Etats-Unis, la réforme de la santé voulue par Donald Trump a pour le moment été votée le 4 mai dernier par la chambre des représentants (à 217 voix contre 213) et devrait passer prochainement devant le Sénat. Si jamais ce projet de loi est voté, près de 24 millions d'Américains perdraient leur assurance maladie, selon une estimation du Congressional Budget Office (CBO).

TEXTES

4 - Invisibilité des femmes ou résistance - Maison des Femmes de Montreuil

Nous vous remercions toutes et tous pour les nombreux témoignages de soutien adressés à la Maison des Femmes Thérèse Clerc à la suite de l'agression qui a eu lieu le 27 mai dernier contre les locaux de l'association.

Au cours de la réunion nationale de la Marche Mondiale des Femmes, qui se tenait à la Maison des Femmes, un très beau regroupement qui finissait en Café féministe sur le sujet de "L'avortement en Europe et la future mobilisation européenne du 28 septembre 2017", un individu hurlant dehors a secoué la porte vitrée avec une grande violence jusqu'à la briser.

Nous avons fait les démarches officielles de dépôt de plainte. Mais, fait rare, ce monsieur est venu s'excuser quelques jours après de son comportement. Il a perdu le contrôle de lui-même en sortant du bar PMU en face de la Mdf-TC. Il affirme n'avoir pas voulu s'en prendre aux femmes. Cela n'est hélas pas le cas des nombreuses agressions, menaces, insultes et autres incivilités dont nous sommes très régulièrement victimes. Sur ce cas précis, et c'est une première (!), nous avons trouvé avec lui une solution citoyenne de réparation.

La solidarité qui s'est immédiatement manifestée nous conforte dans notre choix de lutter contre les violences, quelles qu'elles soient, de résister et de ne pas rester invisibles.

Si vous voulez manifester votre soutien, vous pouvez adhérer à la Maison des Femmes Thérèse Clerc !

5 - Soutien à la Maison des Femmes de Montreuil, encore agressée ! - MMF France

Le samedi 27 mai, la Marche Mondiale des Femmes a tenu son Assemblée générale, accueillie par la Maison des Femmes de Montreuil. A son issue, nous avions organisé un Café féministe sur "l'avortement en Europe et la future mobilisation européenne du 28 septembre 2017".

Une partie de l'après-midi, des hommes craignaient près de nous dans la rue et nous avions fermé les portes pour être tranquilles. Vers 18h, au moment du débat après les interventions, l'un d'entre eux a essayé de rentrer et, après 2 tentatives infructueuses, a empoigné la porte vitrée (à l'envers) avec violence et cris, la faisant tomber en mille morceaux. Cet homme - en difficulté mentale ou trop imbibé ? - sortait sans doute du café d'en face dont le propriétaire et les clients n'ont "rien vu, rien entendu".

Nous soutenons nos amies de la Maison des Femmes de Montreuil, un lieu incontournable où sont accueillies les femmes victimes de violences et/ou en demandes d'aide.

Nous savons qu'elles ont déjà été victimes d'agressions et les accompagnons dans toutes leurs démarches pour que cela cesse. Nous savons aussi que sa situation financière est toujours difficile et suggérons à la municipalité de Montreuil de reconduire et améliorer son aide financière.

Nous pouvons nous aussi les aider moralement et financièrement en écrivant à l'association : hypatie93@wanadoo.fr. Merci à vous, pour elles. Solidarité féministe avant tout !

6 - Déclaration Marche Mondiale des Femmes France à l'issue de son Assemblée générale

Après l'échéance de la 4^{ème} Marche de 2015, on aurait pu croire pouvoir souffler un peu, mais l'actualité politique, sociale, environnementale et sociétale ne nous en a pas donné l'occasion. Partout dans le monde, nous assistons plus que jamais à de réels reculs et régressions des droits humains et à la montée en force des intégrismes, des conflits armés, des politiques d'austérité, de la corruption, des scandales financiers, de l'évasion et de la fraude fiscale.

La banalisation de la violence - culture du viol, harcèlement de rue, discrimination sexuelle, prostitution, esclavage sexuel... - s'accentue, ramenant les femmes à des objets sexuels disponibles et soumises, que ce soit dans nos sociétés occidentales, patriarcales et capitalistes ou dans les régions où sévissent des intégrismes religieux d'état ou terroristes.

Tous les jours, des femmes se lèvent pour l'égalité, pour leur liberté, pour leurs droits, pour être des personnes humaines à part entière, avec un vrai statut personnel et un rôle important dans la société, pour protéger la nature et agir contre la dévastation de la planète, bien souvent au péril de leur vie.

En 2016, nous avons voulu rendre hommage à ces femmes activistes militantes, assassinées partout dans le monde, sans oublier celles qui se battent encore aujourd'hui contre l'Etat Islamique au Kurdistan, celles qui se battent pour la reconnaissance de leur territoire au Sahara et en Palestine.

La terrible conséquence des conflits armés actuels en Syrie, Kurdistan, Turquie, Iran, mais aussi l'extrême pauvreté, la famine, le manque de soins, la guérilla et la corruption dans beaucoup de pays d'Afrique, sont les migrations de populations entières fuyant leur pays, abandonnant tout dans l'espoir de trouver une meilleure vie en Europe. La mort est la plupart du temps au rendez-vous, au cours ou à la fin du voyage, mais aussi l'enfer des camps de rétention, l'hostilité des autorités, la fermeture des frontières, le rejet... Là aussi, les femmes subissent doublement ces souffrances car, fragilisées, seules, parfois avec des enfants, elles sont une proie facile, violées, exploitées, sans ressources à la merci de tous les prédateurs.

Nous avons dénoncé ces injustices et, dans les départements, nous travaillons localement avec les collectifs de solidarité avec les migrant-es pour un meilleur accueil des femmes et des enfants, pour la protection des mineur-es et leur intégration dans les établissements scolaires, pour l'obtention de papiers et d'un vrai statut de réfugié-es.

Par ailleurs, les régressions sont aussi de plus en plus importantes dans nos propres sociétés occidentales, par exemple, en matière de droit à l'IVG, en Espagne et en Pologne dernièrement. Une véritable mobilisation européenne a porté ses fruits pour faire reculer le gouvernement espagnol il y a 3 ans et nous a donné l'idée d'une vraie campagne à l'échelle de l'Europe pour un droit égal à la dépénalisation, uniformisé, inscrit dans les textes européens.

Les régressions et reculs sociaux dans toute l'Europe, à cause des politiques d'austérité menées depuis plusieurs années, touchent plus particulièrement la vie des femmes, déjà impactée par les inégalités professionnelles et politiques - pas de réelle parité, persistance du plafond de verre, carrière morcelée, temps partiel, etc... - et ce, notamment, en Grèce, avec d'incessantes coupes dans les budgets sociaux au profit des banques ; en France, avec de nouvelles lois cassant le Code du travail, etc...

Nous sommes de presque tous les combats et luttes aux côtés des associations féministes, organisations et syndicats, revendiquant la justice sociale, contre le patriarcat et le capitalisme qui enferment les femmes dans des rôles prédéfinis d'infériorité. Nous dénonçons la politique de diminution des financements publics aux organisations qui viennent en aide aux femmes victimes de violences, de harcèlement partout dans la société, et ce à cause de restrictions budgétaires, d'économies dans les dépenses publiques (politiques d'austérité obligent), qui ne touchent pourtant pas les budgets militaires...

En même temps, nous sommes toujours mobilisées, en France comme à l'échelle internationale, sur les dates suivantes :

- Le 9 janvier, commémoration des assassinats des militantes, féministes, syndicalistes, écologistes et luttant pour la liberté de leur peuple ;
- Le 6 février, contre toutes les mutilations sexuelles ;
- Le 8 mars, pour les Droits des femmes ;
- Le 24 avril, en hommage aux victimes du Rana Plaza, détruit en 2013 et à toutes les ouvrières exploitées dans le monde ;
- Le 21 septembre, pour la Paix ;
- Le 17 octobre, contre la misère ;
- Le 25 novembre, contre les violences faites aux femmes.

Cette année 2016 a vu l'élection d'un président américain « de tous les dangers », ne laissant que très peu de place à l'espoir d'un monde meilleur... Avec lui, un des pays les plus puissants de la planète va réduire les droits des femmes à peau de chagrin, la protection de la nature à une

utopie de rêveur, et la Paix à un doux souvenir. Face à ce danger, les femmes du monde entier se sont levées dans un mouvement de solidarité internationale inédit, une date pour le mouvement féministe.

En France, nous n'avons été guère mieux loti-es avec un choix cornélien bien déprimant ! Entre le projet néo libéral de casse sociale d'Emmanuel Macron et la politique d'extrême droite liberticide et dangereuse de Marine Le Pen. Une seule certitude : nous devons continuer à lutter et à résister aux reculs sociaux. Nous devons continuer à exiger du nouveau gouvernement un vrai Ministère des Droits des Femmes, de vrais financements pour les organisations et associations féministes qui luttent pour l'égalité, contre les violences et une participation paritaire à la vie politique.

Cependant, notre implication dans le réseau mondial, nous permet d'avoir une vision globale et d'agir en coordination avec les femmes en lutte dans le monde entier. Notre action multiplie les capacités de faire connaître les résistances que les femmes construisent. Aujourd'hui, plus que jamais, la MMF se doit d'être présente sur tous les fronts, d'être vigilante et de ne rien laisser passer, renforcer son réseau, ses alliances, utiliser tous les moyens de communication pour informer et mobiliser.

Nous voulons construire un autre monde de paix et de solidarité, d'égalité et de justice, construire des ponts pas des murs. Plus que jamais : tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !

7 - Des candidatures aux élections législatives de 2017 : une quasi-stagnation en dépit du renforcement des contraintes légales - Haut Conseil à l'Égalité Femmes-Hommes

Selon les chiffres communiqués ce jour par le ministère de l'Intérieur, les partis ont investi 3344 candidates aux élections législatives qui se tiendront les 11 et 18 juin prochains, soit 42,4 % de l'ensemble des candidatures enregistrées. Elles étaient 40 % en 2012 et 41,6 % en 2007. 17 ans après la première loi incitant les partis politiques à investir 50 % de femmes parmi leurs candidat.es, le Haut Conseil à l'Égalité constate que les contraintes légales et les retenues financières n'ont pas permis d'amélioration notable. Le compte n'y est toujours pas, loin s'en faut. Pourtant, deux évolutions législatives avaient renforcé les contraintes :

- D'une part, le doublement des pénalités financières pour les partis politiques qui ne présentent pas autant de femmes que d'hommes, comme prévu par la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Entre 2012 et 2017, pour la XIV^{ème} législature qui s'achève, les partis politiques ont renoncé à près de 28 millions d'euros de dotation publique pour non-respect de la parité aux candidatures des législatives, soit 8 % du total des dotations des partis politiques.
- D'autre part, la loi sur le non cumul des mandats, effective dès le mois de juillet, interdit à un.e parlementaire d'exercer simultanément une fonction de chef.fe ou d'adjoint.e d'un exécutif local. Pour rappel, en 2013, dans son étude genrée sur le cumul des mandats des parlementaires, le HCE mettait en évidence que 80 % des parlementaires en situation de cumul étaient des hommes.

Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE) regrette que le renforcement des contraintes n'ait pas permis d'augmentation de la part des femmes investies. D'autant plus que ce chiffre ne concerne que les candidates, et non les élues, et ne rend donc pas compte du nombre de femmes investies dans des circonscriptions réputées «non-gagnables». Pour rappel, au début de la XIV^{ème} législature, en 2012, 40 % de femmes étaient candidates pour 60% d'hommes. A l'issue des élections, l'Assemblée nationale était composée à 26,9% de femmes et 73,1% d'hommes, plaçant la France à la 64^{ème} place sur 191 du classement international de la parité établi en mai 2017 par l'Union interparlementaire.

La parité dans les candidatures n'est toujours pas atteinte alors qu'elle est une exigence légale de justice et de démocratie inscrite dans la Constitution depuis 1999. Les évaluations régulières réalisées par le Haut Conseil montrent que, sans contraintes paritaires claires ou retenues financières, la parité n'évolue pas. Toutes les mesures doivent être prises afin de faire de la parité une réalité à l'Assemblée nationale.

« La parité est un outil autant qu'une fin visant le partage à égalité du pouvoir de représentation et de décision entre les femmes et les hommes. Avec ces nouvelles élections, nous avons encore la preuve que le partage du pouvoir n'est pas naturel : il revient aux pouvoirs publics de renforcer les contraintes paritaires et aux partis politiques de faire preuve de volontarisme et d'exemplarité » estime Danielle Bousquet, Présidente du Haut Conseil à l'Egalité.

Le Planning Familial lance Pill'Oops, une appli pour une prise de pilule simplifiée !

Prendre la pilule est un geste courant pour des milliers de femmes qui ont fait le choix de cette contraception. Fort de son expérience auprès des femmes, le Planning familial a développé une appli celles qui le souhaitent un suivi facilité et des conseils personnalisés en cas d'oubli. Un seul objectif : l'autonomie des femmes dans leur sexualité et leur santé sexuelle !

Pill'Oops, une appli à installer sur vos smartphones pour suivre votre prise de pilule, avoir des conseils en cas d'oubli, gérer vos rappels. Un outil fiable et fonctionnel pour toutes les utilisatrices de pilules !

Disponible gratuitement sur tous les stores.

Contact presse : Véronique Sehier # 06 68 66 52 51 19

8 - Sommes nous des féministes ou des exhibitionnistes ? - Les Femen

Le 31 mai, le Tribunal de Grande instance de Paris devra de nouveau trancher sur la question. Car si, pour la sphère politique et médiatique, nous sommes des féministes, la justice hésite encore ! C'est un comble, alors que nous combattons les violences faites aux femmes, nous sommes accusées d'exhibition sexuelle, 1er degré de l'agression sexuelle.

De partout dans le monde, nous sommes poursuivies. Certains pays nous taxent d'hooliganisme, de rébellion, de trouble à l'ordre public, d'atteinte aux bonnes moeurs. Mais la France a cette particularité bien à elle ! En effet, il n'y a qu'ici que nos actions ne sont pas considérées comme politiques, mais bien comme une agression sexuelle.

Depuis deux ans, avec la mise en place de l'Etat d'urgence, les activistes font face à ce nouveau type d'accusations sexuelles inédites dans le parcours du mouvement. FEMEN voit petit à petit le ton des instances judiciaires se durcir et s'illustrer en se singularisant de façon discriminatoire et humiliante. A chaque action sextrémiste, la charge est systématique. Nous rappelons que jamais aucun homme n'a fait l'objet de poursuite en montrant son torse.

L'exhibition sexuelle pour qu'elle soit sexuelle, il faut qu'elle soit caractérisée. Ce qui est loin d'être notre cas puisque nos intentions sont politiques. Aucune de nous n'est saisie d'une pulsion incontrôlable à se dévêter en voyant défiler Poutine ou DSK, ou lorsqu'elle se retrouve dans la travée d'une église face à un curé.

Nous ne sommes donc pas des malades mentales ! Et être féministe ce n'est pas criminel.

Pourtant, à ce jour, si 3 activistes ont été relaxées en appel, une autre a été condamnée à du sursis et une amende et se pourvoit donc en cassation, pour une action pacifiste et engagée en faveur du droit à l'avortement.

Le 31 mai 2017, sur 4 activistes convoquées au TGI de Paris, 3 d'entre nous subiront un double procès. Nous sommes des extrémistes de l'égalité, nous voulons donc plus que tout que nos torses aient la même égalité de traitement que les hommes. Et nous restons persuadées que ce sont le fascisme, les religions, les violences patriarcales qui sont obscènes mais pas nos seins !

Soyons toutes topless le mercredi 31 Mai à 8h30 devant le TGI de Paris pour défendre un corps militant et politique !

Un procès politique... suite

L'audience a été longue. Pendant plus de 4h, Le Procureur très technique et procédurier a décortiqué la loi en nous enjoignant de continuer à militer mais sans nous dénuder. En taxant nos poitrines féminines d'impudiques, il a revendiqué et légitimé pendant de longues minutes l'inégalité de traitement entre les torses des hommes et des femmes, pour des raisons biologiques.

Nos avocats, Valentine Reberioux et Michaël Ghnassia ont porté avec force et brio nos revendications politiques et féministes, ainsi que notre volonté d'utiliser nos corps à des fins politiques. Ils ont invoqué la liberté d'expression et ce besoin irrépressible, de la justice de nous faire taire en nous traitant, sommairement, comme des perverses sexuelles.

La juge nous a donné un nouveau rendez vous le 28 juin 2017 à 9 h pour rendre son verdict.

A ce jour, Les charges retenues contre nous sont de 50 jours-amendes par activiste et par action, à raison de 10 € par jour. Soit l'équivalent de 3500 € d'amendes dans la totalité, ou de 100 jours d'emprisonnement à effectuer pour chacune d'entre nous.

Les soutiens continuent à affluer de toutes parts : Après une lettre de soutien de la Secrétaire à l'égalité au gouvernement, Marlène Schiappa, Laurence Rossignol a salué notre combat et pointé l'incohérence de notre procès via un tweet. Nous restons donc mobilisées !

Un double procès pour les mêmes motifs nous attend le 20 septembre au TGI de Béthunes !

Nous sommes toujours, de plus en plus fermement convaincues, de la pertinence et de la légitimité de notre combat. Les militantes [#FEMEN](#) remercient chaleureusement toutes les associations, militant-e-s, et soutiens de les avoir accompagné jusqu'au tribunal. C'était très fort et puissant. C'est ensemble que nous ferons changer la société et bouger les lignes !

9 - L'égalité hommes-femmes fait-elle marche arrière ? - L'Humanité - Avec Laurence Cohen, PCF, Raphaëlle Rémy-Leleu, le féminisme ! - Fatima-Ezzahra Benomar, Les Effronté-e-s.

• *Une visée d'émancipation humaine* par Laurence Cohen, responsable Droits des femmes et féminisme du PCF, sénatrice du Val-de-Marne

Gagner l'égalité femmes-hommes, dans tous les domaines de la vie est une exigence qui progresse dans les consciences. La parole se libère face au harcèlement sexiste, sur les réseaux sociaux, dans la rue, dans les entreprises. Les stéréotypes dans lesquels on veut enfermer les petits garçons et les petites filles, à grands coups de princesses et de chevaliers, suscitent davantage d'incompréhension. Les propos dégradants de certaines publicités sont plus largement dénoncés. La nécessité du partage des tâches à la maison n'apparaît plus comme un sujet marginal. Les études féministes se développent dans le monde universitaire et touchent le grand public. Il y a une prise de conscience que les maux, les injustices, les crimes que subissent les femmes sont les mêmes dans tous les pays du monde avec plus ou moins d'intensité selon le degré de développement des sociétés. La riposte s'organise et l'universalité des luttes des femmes permet de constituer une forte chaîne de solidarité. Nous sommes toutes sœurs des femmes américaines qui ont pris la tête de la résistance à Donald Trump, des femmes espagnoles ou polonaises qui ont affronté les lois rétrogrades de leurs gouvernements, des femmes du boulevard de Strasbourg à Paris qui ont obtenu des papiers après avoir affronté des patrons maffieux !

Mais le paradoxe est que cette aspiration à l'égalité, à la justice, au respect est reléguée au second plan des enjeux politiques, des défis à relever pour une société de progrès. Bien sûr, tous les politiques ne sont pas sexistes, nous sommes quelques-un-es à lutter contre le patriarcat et à promouvoir le féminisme comme une visée d'émancipation humaine. Mais, si l'on regarde la

campagne présidentielle, l'égalité a été confinée aux marges des programmes, comme une question catégorielle. Il faut pourtant oser dire que le féminisme-lutte de classes est le moteur de toute transformation démocratique et sociale, sous peine de laisser le champ libre à toutes les exploitations, les discriminations et dominations sexistes. C'est d'autant plus important après l'élection d'Emmanuel Macron ! Sa politique va à l'encontre des intérêts des salariés, femmes et hommes, à l'encontre de la satisfaction des besoins humains.

J'ai eu à l'affronter dans l'hémicycle du Sénat, quand il était ministre de l'Économie, notamment pour refuser, avec mon groupe, l'élargissement du travail du dimanche. Pour lui, l'égalité se fait en niveling les droits vers le bas.

Il inscrit sa politique dans la poursuite de la casse du Code du travail, qui va toucher tout le monde, mais plus durement les femmes. Ce sont elles qui, majoritairement, perçoivent les plus bas salaires et connaissent le plus la précarité et la flexibilité !

Comment, dans ce contexte, faire de l'égalité femmes-hommes une grande cause nationale comme il s'y était engagé ? D'autant qu'il n'a pas voulu mettre en place un ministère des Droits des femmes avec un budget dédié, et qu'il a choisi comme premier ministre Édouard Philippe, qui s'est abstenu sur toutes les lois concernant l'égalité, et n'a pas voté contre le système prostitutionnel.

Alors, oui, la marche arrière est enclenchée par ce gouvernement pour que les droits des femmes régressent. Mais rien n'est écrit d'avance. Du nombre de député-es communistes/Front de gauche élu-es à l'Assemblée nationale dépendra la mise en échec de cette politique régressive. Alors portons nombreuses et nombreux les couleurs de l'égalité professionnelle, de la fin des violences sexistes, d'une République paritaire dans la rue comme dans les urnes !

• *Les femmes sont constamment invisibilisées* - Raphaëlle Rémy-Leleu, porte-parole d'Osez le féminisme !

« Trouvez-vous que l'égalité entre les femmes et les hommes progresse ? » Voilà une question qui est souvent posée à Osez le féminisme !. Chaque jour porte son lot de bonnes comme de mauvaises nouvelles sur le front de l'égalité. Les associations féministes comme la nôtre se consolident des sujets qui apparaissent dans le débat public, mais les conservateurs renforcent leurs discours. Le monde est plein d'héroïnes, comme il est plein d'agresseurs. Une chose est donc sûre, l'égalité ne progresse pas seule. Nous construisons les victoires et affrontons les reculs. Par nous j'entends le mouvement féministe, les citoyennes et citoyens engagé-e-s, mais aussi, bien sûr, les personnes au pouvoir. De la même manière que l'issue de la dernière élection présidentielle était incertaine, il est sûrement trop tôt pour pouvoir affirmer quel sera le traitement réservé à nos droits au cours de ce quinquennat, ne serait-ce qu'en fonction des résultats des législatives.

Nous pouvons néanmoins analyser les premiers signaux qui nous ont été adressés, ils sont plutôt inquiétants : une mise en scène sexiste lors de la soirée de la victoire, un premier ministre dont les votes en tant que député ne reflètent pas un grand souci de l'égalité, un ministre des Finances allié de la Manif pour tous... Et un secrétariat d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes, plutôt qu'un ministère des Droits des femmes. Parmi les revendications claires et consensuelles au sein du mouvement féministe, il y a en effet la demande d'un ministère plein et entier consacré aux droits des femmes. Ça n'est pas une lubie ni un attachement irrationnel à l'ordre protocolaire. Les femmes sont constamment invisibilisées, effacées des politiques et des représentations publiques. Il y a pourtant urgence à agir, tant la situation est critique de tous les points de vue : violences masculines, violences économiques, non-accès aux droits... Les hommes bénéficient, eux, du privilège d'être des « agents neutres », l'universel en permanence au centre de toutes les politiques, même de manière inconsciente. Alors qu'un ministère des Droits des femmes est une nécessité. Lors de la composition du gouvernement, c'eût été un marqueur

politique fort, mais surtout l'amorce d'une politique gouvernementale ambitieuse, une preuve que le président de la République et le premier ministre étaient à l'écoute des associations. Dont acte. Nous travaillerons donc avec Marlène Schiappa, secrétaire d'État rattachée au premier ministre.

Il nous revient pourtant de ne pas nous satisfaire, tant que nos revendications ne seront pas entendues, tant que les situations des femmes ne seront pas améliorées. Nous avons aussi à mobiliser et à proposer, pour que les voix de toutes les femmes soient entendues. C'est pour cela que nous allons poursuivre la campagne *Osez l'égalité!* pour porter nos revendications auprès des candidat-e-s aux législatives. Quant au gouvernement, nous avons analysé le programme d'*En marche!*, et y avons trouvé des points positifs comme des points négatifs. Le mandat débute à peine, il est encore temps de prendre un tournant fort et décisif en faveur des droits des femmes : une grande cause nationale, un budget rectificatif qui fait la part belle aux politiques féministes, la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes, maintenant. Nous attendons des actes.

• *Le patriarcat est rarement à visage découvert* - Fatima-Ezzahra Benomar, cofondatrice des Effronté-e-s.

Que de mauvaises surprises ! D'abord quand la scène du Louvre a été envahie par une scène bien moins solennelle, le 7 mai, soir du sacre, avec des danseuses hypersexualisées. Ensuite, en apprenant que la première ministre était un homme (et quel homme !) en dépit du fait qu'Emmanuel Macron avait laissé entendre que sa préférence irait plutôt pour une femme. Belle façon de nous dire qu'il ne s'en est pas trouvé une compétente pour « prendre ce beau risque » et succéder au cas unique d'Edith Cresson. Le 8 mars est sans doute la date par excellence où les promesses électorales assoiffées de buzz, de retweets et de likes n'engagent que celles qui y croient. Puis en découvrant le profil de celui qui a été préféré à n'importe quelle femme, Édouard Philippe, contre la PMA, qui s'est abstenu sur la loi pour le mariage pour tou-te-s et la loi d'égalité réelle femmes-hommes et qui a une plume d'auteur aussi peu inspirée que phallocrate, voir son roman *Dans l'ombre*, dans laquelle on aurait préféré qu'il reste. Enfin, coup de grâce, le ministère des Droits des femmes a encore une fois disparu !

Je dis encore fois car c'est une tradition, une inlassable mise à mort institutionnelle, un ministère phénix jamais pérennisé. On a d'abord eu un secrétariat d'État en 1974, supprimé deux ans plus tard puis restauré de 1978 à 1981. Ensuite, un ministère délégué en 1981, qui deviendra de plein droit de 1985 à 1986... avant de disparaître. Ensuite, il ressuscitera par intermittence de 1988 à 2007 sous forme de ministères délégués ou de secrétariats d'État. En 2012, Hollande en fait enfin un vrai ministère de plein exercice avant de l'enterrer deux ans plus tard, remplacé par un secrétariat d'État sous la tutelle du ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, avec Laurence Rossignol. Bonjour l'intitulé ! Sans parler du fait qu'il a disposé du plus petit budget de l'État, 0,0066 % ! Cette fois-ci (pourquoi attendre demain quand on peut trahir aujourd'hui ?), Macron en fait tout de suite un secrétariat d'État, alors même que la revendication d'un ministère fait l'unanimité dans le mouvement féministe, cette société civile à laquelle il prétend tendre une oreille attentive. Comment voulez-vous avoir une constance des politiques publiques et des moyens alloués avec de tels allers-retours ? Pour rappel, nous comptons aujourd'hui au moins 51 meurtres de femmes depuis le 1er janvier 2017 par leurs compagnons ou ex. Ce qui n'est que le sommet de l'iceberg. Nous autres, associations, avons une vue souterraine de ce qui aboutit à ces dénouements sanguinaires mais le patriarcat n'est que rarement à visage découvert, comme cela peut arriver avec l'irruption des affaires DSK ou Baupin.

Autant le ministère de Najat Vallaud-Belkacem, qui disposait de toute une administration dédiée à sa lourde tâche, avait gagné en visibilité, en poids politique, et ainsi pu impulser des lois et des

débats, autant peu se souviennent de Pascale Boistard, la secrétaire d'État qui lui a succédé, loin de la machine du pouvoir. Sans compter le grand écart entre l'annonce faite que les droits des femmes seront une «grande cause nationale» du quinquennat et la suppression du ministère. Imagine-t-on un instant que, pour mener à bien l'objectif de la COP21, François Hollande se soit passé du ministère de l'Écologie?

C'est d'autant plus dommage qu'il s'est passé quelque chose ces dernières années avec les collectifs Prenons la une (femmes journalistes), Chair collaboratrice (femmes en politique), les Women's March, le #7novembre16h34 pour l'égalité salariale, la grève des femmes du 8 mars, l'affaire Jacqueline Sauvage, la dessinatrice à succès Emma sur les réseaux sociaux... Bref, toute une génération de femmes exprime une irrépressible prise de conscience mais reste en avance sur le politique. On finira par le créer, un jour, ce parti des femmes!

Laurence Cohen, responsable droits des femmes et féminisme du PCF, sénatrice du Val-de-Marne, Raphaëlle Rémy-Leleu, porte-parole d'Osez le féminisme! - Fatima-Ezzahra Benomar, cofondatrice des Effronté-e-s.

10 - Dans une société réglée par la suprématie blanche, il n'y a bien que la condition des Blancs qui puisse si largement émouvoir - Rokhaya Diallo

Voici l'histoire d'un modeste festival féministe qui a déclenché une tempête nationale. A l'origine de la controverse, les réseaux proches du Front National, dont son trésorier Wallerand de Saint-Just, exigent d'Anne Hidalgo maire de Paris, qu'elle agisse contre ce festival «interdit aux Blancs».

Avec une précipitation déconcertante, la première magistrate proclame sa volonté d'interdire la tenue d'un tel festival dans des locaux subventionnés par la Ville. L'antiracisme institutionnel, de la LICRA à SOS Racisme en passant la DILCRAH, se mobilise contre ce qui est présenté comme une insupportable injustice et s'attire les félicitations de l'extrême-droite.

Or, il s'agit de Nyansapo, un festival afroféministe organisé par le collectif Mwasi. Ouvert à tous.tes, il prévoit aussi des ateliers réservés aux femmes noires et ce afin qu'elles puissent échanger paisiblement sur leur condition spécifique.

La polémique s'est donc focalisée sur le sort des Blancs, alors que ni les personnes d'origine maghrébine ou asiatique, ni même les hommes noirs ne seront conviés à ces réunions. Dans une société réglée par la suprématie blanche, il n'y a bien que la condition des Blancs qui puisse si largement émouvoir et réaliser une improbable coalition d'élus socialistes, de cadres du Front National, de trolls néo-nazis et d'institutions gouvernementales.

Non-mixité subie ou choisie: Anne Hidalgo admet pourtant la non-mixité, par exemple quand il s'est agi de présenter en 2014 aux mairies d'arrondissements vingt candidats blancs dans une des villes les plus multiculturelles d'Europe... Il y existe une différence entre la ségrégation subie et nourrie par le pouvoir et la non-mixité temporaire choisie par des personnes vulnérables.

Contrairement aux discriminations qui gangrènent la société française et se traduisent dans des exclusions quotidiennes et protéiformes dans l'espace public, les réunions non-mixtes du Festival Nyansapo ne privent aucun autre groupe de l'accès à un bien ou à un service. Sans aucun sens de la mesure, les détracteurs de Nyansapo, n'ont pas hésité à convoquer le sombre souvenir de l'apartheid pour discréditer leur initiative. Comparaison parfaitement indécente puisqu'il s'agissait d'une exclusion codifiée et perpétrée par l'Etat.

Les réunions afroféministes non mixtes n'ont en aucun cas vocation à proposer un projet de société ségrégationniste définitif puisqu'elles s'inscrivent dans la temporalité d'un événement ponctuel. Elles offrent à leurs participantes une échappatoire, une zone de respiration dans une société oppressive.

Une tradition française : La non-mixité n'est pas nouvelle en France. La mairie de Paris elle-même ne voit aucun mal à subventionner «la Maison des femmes de Paris» qui réunit exclusivement des femmes. Dans les années 1970, les féministes françaises, inspirées par les mouvements noirs américains, s'approprient la non-mixité comme mode d'organisation politique.

C'est ainsi que l'on peut lire sous la plume Mouvement de libération des Femmes (MLF) (revue *Partisans* 1970) : «Nous sommes arrivés à la nécessité de la non-mixité. Nous avons pris conscience qu'à l'exemple de tous les groupes opprimés, c'était à nous de prendre en charge notre propre libération.» C'est au sein de ces réunions que peuvent éclore les revendications féministes qui aboutiront notamment à la légalisation de l'IVG.

De nombreux détracteurs se mobilisent alors contre ces militantes, allant parfois jusqu'à la violence physique, mais comme le souligne sur Facebook la politologue Françoise Vergès, témoin de l'époque «JAMAIS, une organisation antiraciste où des élus de gauche n'appellent à leur interdiction en se tournant vers la loi. JAMAIS». Pour l'universitaire, la raison de l'actuelle bronca est claire: «C'est parce que ce sont des femmes noires qu'il y a cette réaction d'organisation se disant antiraciste et d'une maire de gauche. Ce n'est pas la non mixité qui dérange, c'est qu'elle soit pratiquée par des femmes noires».

Cette initiative a été vécue comme une attaque en règle de la centralité blanche si profondément inscrite dans l'imaginaire collectif. En effet, lorsque l'on est dans une position socialement dominante et centrale, lorsque sa couleur n'a jamais été un frein pour rien, il est difficilement concevable de voir des personnes habituellement subalternes organiser des espaces où sa présence n'est pas souhaitée.

La nécessité d'une parole désinhibée : Ces espaces sont nécessaires : il n'est pas difficile de comprendre que des femmes victimes de violences sexuelles éprouvent le besoin de se réunir entre femmes pour évoquer les sévices qu'elles ont subis. La présence d'hommes inhiberait une expression libre sur des sujets ayant trait au corps des femmes. On partage plus facilement son intimité avec des personnes dont on sait qu'elles ont partagé une expérience similaire. Entre victimes d'une même exclusion, on se fait confiance, on sait, on n'a pas besoin d'argumenter pour que l'autre comprenne, la fonction de la réunion est aussi de rassurer. Et puis parfois la colère et le ressentiment doivent s'exprimer pour libérer l'esprit. Une colère qui peut être désordonnée, et violente. Comment le manifester devant une personne blanche sans qu'elle ne se sente personnellement attaquée? Pour l'éviter, il faudrait réfléchir, peser, choisir ses mots. Résultat: alors que l'on est une victime de racisme qui éprouve le besoin urgent de «se lâcher sur son vécu», on se trouve contraint de ménager les sentiments des dominants. Et on n'avance pas.

Les réunions entre personnes minorées racialement ne se fondent en aucune manière sur des critères biologiques. C'est l'expérience de la négrophobie conjuguée au sexism qui les unit dans une même catégorie. Une catégorisation subie, dont elles souhaitent discuter des conséquences entre elles, sans les bénéficiaires de cette catégorisation.

Et c'est fortés de cette expertise mise en commun que les minoré.e.s sont à même de réfléchir aux stratégies qui leurs permettront de faire évoluer leur situation subalterne. «Nous pensons être les mieux placées pour saisir les armes de notre émancipation» affirment ainsi les féministes de Mwasi. Et l'histoire l'a montré à plusieurs reprises : les personnes directement affectées par une exclusions sont les plus compétentes pour mener leur propre libération. Comment une personne blanche peut-elle raisonnablement prétendre qu'elle «comprend» ce qu'on vit alors qu'elle avance en étant allégée de ces pesanteurs?

Sur les réseaux sociaux, j'ai lu de nombreux commentaires offusqués de personnes blanches qui ne supportaient pas l'idée que leur présence n'était -temporairement- pas nécessaire pour parler d'antiracisme.

Dans sa Réflexion sur la question juive en 1946, Jean-Paul Sartre dénonçait déjà cette tendance des majoritaires à ne pas admettre la possible autonomie des minoré.e.s (des Juifs dans ce cas). Dans son texte, le majoritaire paternaliste, qui prétend aider le minoritaire à lutter contre le racisme, est incarné par le «démocrate». Celui-ci «a la crainte que le Juif acquière une "conscience juive"» et nie «la réalité de la question juive, il veut "l'enfourner dans le creuset démocratique"». Une manière d'interdire au minoritaire de se penser comme tel et cherche à l'inclure de force dans l'indifférenciation de l'universel, à l'assimiler. En résumé, quand «l'antisémite reproche au Juif d'être Juif ; le démocrate lui reprocherait volontiers de se considérer comme Juif».

Je n'avais jamais vu autant de Blanc.he.s désireux.ses de participer à des réunions qui concernent les femmes noires et revendiquer leur légitimité à «comprendre» les effets du racisme.

11 - De souche / pas de souche, Blancs / non-Blancs... stop ! -Martine Storti - Essayiste

Je reçois un mail de Libération me proposant de réagir à «la polémique à propos du festival afroféministe Nyansapo». Merci, c'est gentil, j'accepte. Et quelques minutes plus tard, la lucidité m'ayant gagnée, je prends conscience du pétrin dans lequel je me suis fourrée. C'est, en effet, typiquement le genre d'affaire où il n'y a que des coups à prendre, quelle que soit la position énoncée. Vais-je dire que ces «femmes et personnes assignées femmes, noires et métisses africaines et afro-descendantes» (je reprends les termes qui figurent sur le site du collectif afroféministe Mwasi organisateur du festival en question) ont bien le droit de se réunir entre elles ? Après tout, n'est-ce pas ce que le MLF a fait pendant des années et après lui de très nombreux groupes féministes, même s'il ne s'agissait alors que d'un entre-femmes où la couleur de peau n'entrait pas en compte ?

Approuver cette non-mixité «de genre et de race» - je continue à reprendre les mots du site - c'est illico presto se faire accuser de cautionner, au choix ou en même temps, le communautarisme, le racisme anti-Blancs, la sécession d'avec la République française, et peut-être même l'islamisme et le terrorisme ! Mais désapprouver cette non-mixité, c'est aussitôt récolter d'autres accusations, là encore au choix ou en même temps : raciste, agente - à tout le moins - complice du néocolonialisme et de l'impérialisme blanc, et même suppôt de l'extrême droite et de la fachosphère. Encore ne suis-je - c'est une chance ! - qu'une affreuse féministe blanche. Car si j'étais noire ou métisse, je prendrais en pleine figure, comme la journaliste Audrey Pulvar ou l'élue municipale parisienne Lunise Marquis, l'accusation la plus infamante, celle d'être une «traître» à ma communauté ainsi qu'à mes sœurs et frères de couleur. «Traître», le mot toujours utilisé pour refuser le débat et disqualifier le désaccord, traître le mot qui signe un fonctionnement totalitaire, quel que soit le courant politique.

Donc que des coups à prendre. Et se sentir coincée. Alors, réagir, certes, mais en tentant de desserrer l'étau, d'écartier les branches de la tenaille.

Un combat de femmes noires, un combat mené à la fois contre le patriarcat et contre le racisme, oui, mille fois oui. Et cette lutte a une longue histoire. Le collectif Mwasi rappelle à juste titre que dans les années 70 existait en France une coordination des femmes noires. Il est actuellement très chic et très post-col ou décolonial de dire qu'à cette coordination les «féministes blanches» ont été totalement indifférentes. C'est chic, post-col ou décolonial mais c'est faux. Nombreuses ont été les «féministes blanches» de l'époque à militer avec cette coordination et à travailler avec Awa Thiam qui en était alors la principale animatrice. Pas inutile, en revanche, de rappeler que ses principaux opposants étaient les «camarades révolutionnaires», aussi noirs que les femmes, qui leur expliquaient que leur combat était secondaire, voire petit-

bourgeois, et que de toute façon tous leurs problèmes seraient résolus avec et après la grande révolution anticoloniale !

Quels étaient les thèmes de lutte de cette coordination ? Lutte contre le racisme dont les femmes noires sont victimes, assurément et lutte contre le patriarcat, mais sous toutes ses formes : le patriarcat colonial et néocolonial qui s'allie au racisme, bien sûr, mais aussi le patriarcat de leur propre communauté, ou pays, ou culture, qui se manifeste par exemple dans la polygamie, ou les mutilations sexuelles féminines, ou les mariages forcés, ou les inégalités entre filles et garçons, autant d'enjeux qu'Awa Thiam développait en 1978 dans son livre *la Parole aux nègresses* (1), balayant ainsi tout le champ de l'oppression. Retrouve-t-on dans le collectif Mwasi qui prétend à la succession une telle ampleur de perspectives ? Absolument pas.

Un ennemi principal : «Le système raciste, hétéropatriarcal, capitaliste, néocolonial», nommé aussi «blantriarcal» et des ennemis secondaires, si je puis dire, au sens où ils secondent le principal, tantôt «le féminisme blanc», tantôt «les féministes blanches». Mais du patriarcat sans ou avec couleur, dont des femmes noires, françaises ou en France peuvent être victimes, pas un mot, en tout cas, j'ai cherché, sur le site du collectif Mwasi, pas un mot, en effet, de la polygamie, des mariages forcés, de l'excision...

Analyser et lutter contre toutes les formes d'oppressions, dessiner des chemins qui pour ne pas être identiques visent le même but, celui de l'émancipation, celui donc du droit à la liberté, à l'égalité, et j'ajouterais à la singularité, cela se dit dans un mot ancien, un beau mot, un mot que je me permets d'aimer, celui d'«universel».

Je ne me lasserai pas de le répéter : en ces temps d'assignations et de manipulations identitaires conduites par des bords prétendument opposés, de folie partagée des racines et de l'origine, de séparation entre les «de souche» et les «pas de souche» pour les uns, entre les «Blancs» et les «non-Blancs» pour d'autres, binarisme qui fonctionne selon le même logiciel, il y a dans l'affirmation de valeurs et de principes politiques universels, dans la volonté de faire exister un universel réel, concret, une subversion dont il convient de ne jamais se déprendre.

(1) *La Parole aux nègresses*, Awa Thiam, préface de Benoîte Groult, Denoël - Gonthier, 1978. Dernier ouvrage paru : *Pour sortir du manichéisme, des roses et du chocolat*, éd. Michel de Maule, mars 2016.

12 - « Les femmes noires savent que le défrisage est dangereux mais la pression est trop forte » - lemonde.fr - Aurore Merchin

Aline Tacite, 43 ans, est une précurseuse en France de la coiffure naturelle pour les femmes noires et métissées. Une tendance autant capillaire qu'identitaire. D'après une étude Ipsos sur les femmes africaines, 68 % des Kenyanes préfèrent les coiffures naturelles, contre seulement 3 % des Ivoiriennes et 4 % des Sénégalaises. La question divise aussi les afro-descendantes. Victime d'une importante chute de cheveux occasionnée par des défrisages répétitifs, cette ancienne assistante de direction trilingue dans un cabinet d'avocats international a découvert aux Etats-Unis le natural hair movement, ou «nappy», qui invite les femmes noires à abandonner les altérations chimiques pour se réapproprier leur véritable texture. En 2001, Aline Tacite lance la première journée de débats et ateliers autour de la coiffure noire, puis en 2005 le salon Boucles d'Ebène devenu un rendez-vous incontournable pour les communautés noires. Sa 6^e édition se tient à la Cité des sciences et de l'industrie les 27 et 28 mai. Un événement consacré à l'estime de soi.

Les femmes noires ont souvent une histoire complexe avec leur chevelure. Quelle est la vôtre ? : Je suis née à Paris de parents guadeloupéens. Enfant, je me souviens de moments douloureux quand ma maman me tressait et, à 7 ans, j'ai pris conscience de ma différence le jour où on m'a traitée de « sale grosse vache noire » à l'école. J'ai intériorisé cette différence comme un

problème qu'il fallait corriger en grandissant. Je me rappelle de crises de larmes : « Maman, dis-moi que quand je serai grande, je serai blanche avec des cheveux lisses. » C'était le seul moyen d'accéder aux canons de beauté de la société française. Mal dans ma peau, j'ai commencé à me défriser les cheveux à l'adolescence. A force de brûlures au cuir chevelu et de chutes de cheveux, je n'en avais plus. Ma meilleure amie blonde aux yeux bleus a explosé de rire nerveusement en me découvrant. Catastrophée, je me suis interrogée sur ce mal-être que je n'arrivais pas à identifier. Pourquoi est-ce que je faisais ça ? Pourquoi chercher à être quelqu'un que je ne serai jamais ?

Afficher des cheveux naturels est devenu un moyen de faire reconnaître votre identité ? Depuis que nous avons créé Boucles d'ébène avec ma sœur Marina, le mouvement du retour au naturel s'est enraciné, dans la lignée du retour au bio, de l'acceptation de nos rondeurs... Mais je n'aime pas l'étiquette «nappy», contraction de « nap », qui désigne de façon péjorative la petite frisure mal organisée, et «happy» pour le remasteriser de façon positive. C'est stigmatisant. Les femmes noires ou métissées se sont longtemps laissées enfermer dans le regard cliché qu'on portait sur elles. On leur répète qu'elles sont impossibles à coiffer, ou on sniffe leur chevelure comme à de petits animaux. Quand elles décrochent un entretien pour un job, elles demandent souvent à leur coiffeur « une coiffure qui passe ». Et quand elles ont envie d'être elles-mêmes sans avoir à se justifier, elles manquent d'informations sur la façon d'y parvenir. Porter ses cheveux naturels est, pour moi comme pour beaucoup de femmes, un simple retour à l'essentiel. Un retour à soi sans autre besoin de justification.

Mais les coiffures afros restent encore stigmatisées...: Je préfère parler de textures - crêpues, bouclées, frisées - que d'afro parce qu'avec les métissages, des femmes caucasiennes peuvent avoir les mêmes cheveux. Mais oui, il est triste de constater que Beyoncé a créé une polémique en laissant libre la chevelure de sa fille, que Voici a jugé qu'Omar Sy « frisait le ridicule » en laissant pousser ses cheveux pour le film Chocolat ou que pour Public, Solange Knowles était « coiffée comme un dessous-de-bras ».

Des écoles interdisent encore les afros et locks, jugés inacceptables. Nous manquons de role models. Il y a les cheveux courts du mannequin Alec Wek et de l'actrice Lupita Nyong'o. Les tresses de Christiane Taubira au gouvernement étaient aussi une façon de dire « je suis ce que je suis, je ne me plierai pas à vos codes ». Elle a envoyé un puissant message d'affirmation de soi. Michelle Obama a dû jouer une autre carte stratégique. Mais ses cheveux lisses ne sont pas défrisés, c'est un brushing. Une différence subtile.

En somme, le cheveu est une arme politique ? : On parle à travers le cheveu d'acceptation et de valorisation de la femme noire, de problèmes d'identification, de représentation, de sociologie, de santé. Mais nous ne voulons pas être vues comme politiques. Il s'agit juste d'être soi. On a été les premières à ouvrir le débat en France, il y a quinze ans. Le sujet était tabou pour les Noirs assimilés qui ont tellement intégré la beauté lissée, et les Blancs qui y voyaient du communautarisme. Le défrisage et la dépigmentation restent de très gros marchés. Les femmes savent que c'est dangereux, mais la pression est trop forte. Nous ne sommes pas dans le jugement. Notre but est de transmettre des informations et de donner accès à des produits naturels. La réalité change à grande vitesse. On a vu naître des marques françaises comme Les Secrets de Loly, aujourd'hui sponsor de l'événement.

Vous pointez les risques pour la santé à cause de certaines coiffures. Quels sont-ils ? : Dans mon salon de coiffure ouvert en 2011 à Bagneux, je vois des petites filles aux yeux tirés par les tresses, des jeunes femmes de 20 ans chauves. Le défrisage est le seul produit de coiffure chimique que l'on trouve en grande surface alors que son pendant, la permanente, est réservé aux professionnels. Ces produits contiennent de la soude, des perturbateurs endocriniens, mais affichent des visages d'enfants sur leurs paquets. Une pause trop longue entraîne des risques de

brûlures. Ça passe dans le sang et peut créer des cancers. Ce devrait être interdit pour les enfants et les femmes enceintes. Quand on ne connaît pas les bons produits et techniques, on crée beaucoup de souffrance. Le démêlage se transforme en arrachage. Après le tressage trop serré, des femmes doivent prendre du Doliprane pour supporter le mal de tête. Le poids des mèches peut aussi entraîner des alopecies. Beaucoup de femmes noires se cachent sous des perruques et tissages, mais quand le cuir chevelu ne respire pas cela peut causer des mycoses.

Que peut-on découvrir au salon-événement Boucles d'ébène ? : Notre cheval de bataille, c'est la transmission. En Afrique et aux Antilles, on a des techniques de grand-mères pour assouplir les cheveux. Sous un climat humide et un climat tempéré, les ressentis ne sont pas les mêmes. Le cheveu dit texturé a besoin d'hydratation et de nutrition, une synergie qui va lui donner malléabilité, souplesse, brillance et le rendre coiffable. L'entrée du salon (13 euros en prévente) donne droit à un diagnostic des cheveux et de la peau avec des coiffeurs et dermatologues, et accès à une trentaine de conférences sur la dépigmentation, des ateliers mamans-enfants, car si le coiffage redevient un moment de plaisir, cela participe à la construction d'une identité positive, ou encore sur le leadership féminin. On expose des marques de beauté consacrées et des créateurs de mode et design. Beaucoup de femmes blanches y trouvent aussi leur bonheur, à prix très compétitifs.

13 - La résistance à la pornification des femmes ne relève en rien d'une « panique morale » - Gail Dines et Julia Long - <https://ressourcesprostitution.wordpress.com>

«La sexualisation» a été un sujet largement abordé ces dernières années, et avec elle, la prémissse que les féministes qui s'opposent à l'objectivation sexuelle seraient à l'origine d'une « panique morale ». Depuis que le sociologue Stanley Cohen a introduit l'expression en 1972, elle a été utilisée comme un raccourci pour critiquer les conservateurs qui inventeraient un autre «problème» dans le but de diaboliser un groupe défiant les normes morales traditionnelles.

Les féministes seraient donc apparemment des conservatrices fomentant une panique inutile au sujet de la prolifération des images «sexualisée », alors que les médias contrôlés par l'industrie qui produit ces images de masse seraient une force de changement progressiste injustement diabolisée. Quel étrange retournement de situations.

Suggérer que des féministes s'opposant à la pornification de la société incitent à la panique morale c'est confondre un mouvement politiquement progressiste avec la tentative de la droite de contrôler les comportements sexuels. Bien sûr, nous pouvons identifier un tel volet conservateur dans les débats actuels par exemple en Grande-Bretagne : les interventions des gouvernements de droite incluent un appel à donner aux filles des leçons de pratiquer l'abstinence et des attaques contre le droit à l'avortement. Par contre, les féministes qui s'organisent face à la pornification ne font pas valoir que les images sexualisées des femmes causent une quelconque déchéance morale, mais plutôt qu'elles perpétuent le mythe de la disponibilité sexuelle inconditionnelle des femmes et leur état d'objet, compromettant ainsi leur droit à l'autonomie sexuelle, à leur sécurité physique et à l'égalité économique et sociale. Le tort fait aux femmes n'est pas un préjudice moral mais politique, et toute analyse doit être fondée sur une critique du contrôle des entreprises faisant partie de notre paysage visuel.

La gauche a une longue tradition de lutte contre l'appropriation capitaliste des médias. De Karl Marx à Antonio Gramsci en passant par Noam Chomsky, les penseurs de gauche ont compris que les grands médias servent de machine de propagande des idées et des valeurs capitalistes. En intégrant l'idéologie de l'élite, les médias ainsi contrôlés façonnent notre identité en tant que travailleurs et consommateurs, vendant une image de succès et de bonheur liée à la consommation de produits qui génère une richesse énorme pour l'élite. Les points de vue différents sont au mieux marginalisés, au pire, ridiculisés.

Personne dans les cercles progressistes ne suggéreraient, ne serait-ce qu'un instant, que la critique des grands médias est de l'ordre d'une panique morale. À notre connaissance, Chomsky n'a jamais été appelé un «entrepreneur moral», mais celles d'entre nous qui s'organisent contre les entreprises qui fonctionnent à l'imagerie sexiste sont régulièrement décriées comme créant une panique morale.

L'image industrialisée de la féminité est devenue l'image dominante dans la société occidentale, rejetant d'autres façons possibles d'être une femme. Les vêtements, les cosmétiques, les régimes, les abonnements aux salles de gymnastique, les séances aux salons de coiffure, d'épilation ou de manucure représentent beaucoup d'argent. Même en ces temps difficiles économiquement, alors que les femmes sont celles qui éprouvent le plus de difficultés financières, l'industrie cosmétique est en plein essor.

La haine de soi des femmes permet la croissance d'une importante industrie qui fait croître un système capitaliste mondial qui, ironiquement, dépend fortement de l'exploitation du travail des femmes dans les pays en développement. Ajoutant l'insulte à l'injure, plusieurs de ces femmes sous-payées dépensent une part significative de leur salaire pour des produits de blanchiment de la peau qui promettent la mobilité sociale hors de la misère des sweatshops.

À l'ouest, la chirurgie esthétique est de plus en plus normalisée. L'année dernière au Royaume-Uni, près de 9 500 femmes ont subi une chirurgie d'augmentation mammaire, et le nombre de labioplasties a presque triplé en cinq ans. Un chirurgien plastique explique sur son site internet que « la labioplastie peut faire disparaître les irrégularités des petites lèvres en fonction des demandes de la cliente... avec la réduction des lèvres au laser, nous pouvons accomplir les désirs de la femme ». Si ceci n'est pas une preuve que nous vivons dans une culture sexualisée, de quelle autre preuve avons-nous besoin ?

Les coûts émotionnels reliés à la conformité aux images hypersexualisées sont énormes pour les adolescentes et les jeunes femmes qui sont en plein processus de formation de leur identité sexuelle et de genre. Nous construisons notre identité à travers des processus complexes d'interaction avec la culture qui nous entoure. Aujourd'hui les images d'hypersexualisation dominent. Vers quoi une jeune ado peut-elle se tourner si elle décide que Beyoncé, Miley Cyrus, Lady Gaga, Rihanna ou Britney Spears ne sont pas pour elle ?

Une étude de l'American Psychological Association sur la sexualisation des filles a conclu qu'elle « a des effets négatifs dans une variété de domaines, y compris le fonctionnement cognitif, la santé physique et mentale, la sexualité, les attitudes et les croyances ». Certains de ces effets comprennent les comportements sexuels à risque, les taux élevés de troubles de l'alimentation, la dépression et une faible estime de soi, ainsi qu'une réduction de la performance scolaire. Bien sûr, certaines filles résistent ; toutefois il y a de véritables sanctions sociales pour celles qui ne se conforment pas à l'apparence féminine considérée acceptable.

Des militantes féministes présentaient cette fin de semaine une conférence sur la pornification de la culture. Dans la foulée, des manifestations ont eu lieu en face du Club Playboy de Londres et du concours de beauté Miss Monde, afin de mettre en évidence la relation entre les intérêts des entreprises et l'objectivation des femmes. La lutte contre la limitation de plus en plus étroite de l'image de la féminité est inextricablement liée à la lutte progressiste pour l'appropriation démocratique et le contrôle des médias. Il s'agit d'une lutte politique. Les féministes s'inquiètent à juste titre, mais nous ne sommes pas en panique. Nous nous organisons.

14 - Successions des patrons : les femmes restent largement sur la touche - Laurence Boisseau, Les Echos

14,9 % des 2.500 plus grandes entreprises cotées dans le monde ont changé de dirigeant en 2016. Sur les 290 patrons nommés, seuls 10 étaient des femmes, soit à peine 3,6 % du total. L'an passé, 372 dirigeants ont été amenés à quitter leur fauteuil au sein des 2.500 plus grandes entreprises cotées dans le monde, selon une enquête publiée ce lundi par Strategy&, l'activité de conseil en stratégie de PwC, dont « Les Echos » ont obtenu l'exclusivité. Parmi eux, Philippe Dauman chez Viacom, Alexandre de Juniac chez Air France ou encore Sam Walsh chez Rio Tinto, remplacé par Jean-Sébastien Jacques. C'est un peu moins qu'en 2015, qui avait enregistré une passation des pouvoirs record avec 416 départs. Conséquence, le taux de rotation des dirigeants a baissé, à 14,9 % contre 16,6 % en 2015. Il demeure néanmoins à des niveaux très élevés.

Les grands pays émergents ont été les plus touchés par le phénomène. Dans la zone Brésil, Russie, Inde, le taux de rotation est le plus fort, à 17,2 %. Il reste aussi supérieur à la moyenne en Europe de l'Ouest alors qu'il n'atteint que 14,2 % en Amérique du Nord. Au Japon, la situation a évolué depuis deux ans. En 2014, le pays présentait le taux de rotation le plus faible, à 12 %. Il est désormais le deuxième plus élevé, à 15,5 %.

Pourquoi les patrons quittent-ils leurs fonctions ? Essentiellement pour des raisons naturelles de succession. Dans 69 % des cas, il s'agit de départs programmés (retraite, raisons de santé ou changements prévus depuis longtemps...). Les départs forcés sont moins nombreux (16 %) que l'an dernier. Ceux liés aux fusions-acquisitions sont aussi en baisse.

Tous les secteurs ne sont pas touchés de la même manière. Pour la première fois depuis cinq ans, les télécommunications n'occupent plus la première place. C'est dans les « utilities » que le taux de rotation est le plus fort, à 20,8 %. Parmi les démissionnaires du secteur, Jay Stowe, directeur général de Huntsville Utilities, aux Etats-Unis, ou Martin Baggs, chez Thames Water, au Royaume-Uni. Dans la consommation ou la santé, les emplois sont bien plus stables.

Profil : Qui sont les nouveaux patrons ? Surtout des hommes. En effet, seulement 3,6 % des dirigeants nouvellement nommés sont des femmes, soit 10 sur 290 au total. C'est plus qu'en 2015 (2,8 %), mais cela reste très faible. En 2014, ce taux était supérieur à 5,2 %. Le bilan diffère selon les pays. Contrairement à l'an dernier, c'est en Amérique du Nord que la part des femmes a augmenté le plus. Elle est passée de 1,1 % à 5,7 %. Parmi ces femmes qui ont pris les rênes des grandes entreprises cotées, Adena Friedman, patronne du Nasdaq, Shira Goodman chez Staples ou encore Tricia Griffith chez Progressive.

En Europe de l'Ouest, la situation s'est dégradée. De 2012 à 2016, les femmes représentaient 4 % des nouveaux dirigeants. En 2016, ce taux est tombé à 2,9 %. Malgré l'arrivée de Sophie Bellon chez Sodexo ou d'Isabelle Kocher, chez Engie. Au Japon, la situation est bien pire. Aucune femme n'a été nommée. Comme en 2015. En termes sectoriels, la santé se distingue avec aucune nomination de femme comme directrice générale depuis maintenant cinq ans ! A l'inverse, dans les « utilities », 13,6 % des nouveaux dirigeants sont des femmes. Le profil des nouveaux patrons reste assez classique. Ces derniers sont issus du groupe : seulement 18 % viennent de l'extérieur. Et ils n'ont pas forcément d'expérience de direction générale.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

15 - Participation de Femmes Solidaires au Festival Solidaires de Miramas - 3/4 juin

Un festival Solidaires mené par des bénévoles de l'association Femmes Solidaires, plus que motivées, en partenariat avec des personnes qui mettent un point d'honneur aux valeurs de solidarité, d'échanges, et de partage dans un esprit festif.

Le festival permettra de s'informer à travers des conférences, participer à des échanges, flâner sur les différents stands créateurs et créatrices et produits artisanaux, acheter de bons légumes bios, découvrir des expositions des Talents Hauts... Et, pendant que vous vous relaxerez

on s'occupera de vos enfants.

Côté festif, 2 soirs de concerts : le samedi en fin de journée « scène ouverte » : Not' pain quotidien, les Poulettes. Le lendemain, Raskaïa, rock, musiqueélecgro trad., reggae, ska...

Réservez pour les repas « moules frites » le samedi et paëlla le dimanche

Renseignements : <https://femmessolidairesmiramas.wordpress.com>

Château et Domaine de Cabasse 13140 Miramas

16 - Caf'émuniste Les Effronté-es : « Le masculin ne l'emporte pas sur le féminin ! » - Paris - 10 juin

Le féminisme apporte beaucoup de belles choses dans nos vies : prise de conscience de l'Histoire des femmes, de soi, de notre potentiel, une meilleure connaissance de nos corps, de nos sexualités, des découvertes, des rencontres, de la sororité, de l'ambition et un pouvoir de réalisation.

Le thème du 4ème Caféministe : « Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin ! » avec comme invitée Éliane Viennot, Historienne, membre de l'Institut universitaire de France. Elle a consacré de nombreuses études aux relations entre les femmes et le pouvoir. Cofondatrice de la Société internationale pour l'étude des femmes de l'Ancien Régime (SIEFAR) en 2000, elle a également créé deux collections, «La Cité des dame» et «L'École du genre» aux Publications de l'université de Saint-Étienne afin de diffuser les recherches sur l'histoire des femmes et du genre.

10 juin - 16h - 18h, Café « Le lieu-dit », 6 rue Sorbier Paris 20^{ème}

17 - Notre place : Une place dans la place qui donne largement place aux femmes... Pique-nique Débats, scène ouverte, spectacles... - Toulouse - 10 juin

Notre Place et non plus les femmes sont dans la place. Il s'agit de parler à chacune à chacun d'une place d'un espace que nous partageons et d'où les femmes ne doivent pas se sentir exclues, où la contourner pour éviter, où ne pas oser s'asseoir aux terrasses de cafés majoritairement occupées par des hommes.

Nous partagerons, comme l'année dernière, un pique nique. Chacune, chacun apporte un plat salé sucré, nous vendrons des boissons, thé café soda jus

Danse avec The Funky Swing Dancers, Témoignages avec Le lien horizon Danses, livres, dédicaces, présentation de « Femmes en politique : en finir avec les seconds rôles », Marlène Coulom Gully, Les Sardines de la forêt, exposition photos du Collectif Midi-Pyrénées Droits des Femmes, Atelier d'art graphique avec Archipel, Performances...

Samedi 10 juin, de 12h à 20h, Place Arnaud-Bernard - Toulouse

18 - Concert de soutien « Les 56 ninas du Guatemala » : Elles brûlaient pendant que nous marchions » - Appel collectif - 10 juin

Le 8 mars 2017, 56 jeunes filles brûlaient vives dans un foyer pour mineur.es géré par l'Etat du Guatemala, sous les yeux et l'indifférence de la police nationale. La veille, elles avaient voulu s'échapper à cause des violences psychologiques, physiques et sexuelles qu'elles subissaient.

Contre tous les féminicides. Ni oubli, ni pardon. Exigeons justice et vérité !

Concert de Salsatension précédé de prises de paroles - Nourriture, boisson - entrée à prix libre
10 juin - 20h - Centre international de culture populaire (CICP), 21 ter rue Voltaire, Métro Rue-des-Boulets ou Nation

Appelé par : Collectif Guatema, Collectif Ayotzinapa, FRAP : Front AntiPatriarcal, Chapines en Paris por Guatemala, #NOSDUELEN56

19 - Première du film »AD INFINITUM» - de Lydie Jean-Dit-Pannel - Paris - 13 juin
Aventurière solitaire, amoureuse blessée et guerrière survivante, Psyché s'est imposée comme l'alter-ego artistique de Lydie Jean-Dit-Pannel. A travers cette héroïne, dans le sillon de la figure du papillon Monarque qui lui a d'abord servi d'emblème, la plasticienne et réalisatrice dit son désir d'amour et de voyage, comme sa déception face à une humanité qui court à sa perte, exposée au danger mortel du nucléaire.

Pour le film "*& a Fade to Grey*" en 2014, elle est allée au bout du monde à la recherche des lieux de l'histoire marqués par l'atome. Hiroshima, la région de Fukushima, Tchernobyl, le Nevada test Site, Los Alamos, le White Sands missile Range... Mais jamais elle n'a pu oublier que qu'elle vivait en France.

La France et ses 58 réacteurs, la France et ses sites de stockage, la France et ses installations nucléaires militaires, la France et ses sites de démantèlement, la France et ses projets d'enfouissement, la France et ses déchets.

La France pays le plus nucléarisé au monde. Elle a pris la route un tout petit matin de septembre 2015. *AD INFINITUM*. 6 mois, 10 141 kilomètres, 37 sites nucléaires.

Lydie Jean-Dit-Pannel questionne l'image depuis plus de 20 ans au travers de projets au long cours. La vidéo, la photographie, la performance, l'installation, le tatouage et le texte donnent des formes à son travail. Très sensibilisée aux atteintes que l'homme porte à la planète elle produit des œuvres importantes liées à la disparition du papillon Monarque ou à la dissémination nucléaire. Lors de ses errances à travers les paysages toxiques de la planète Lydie-Jean-Dit-Pannel s'interrogent sur la nécessité de montrer pour alerter. Lydie Jean-Dit-Pannel vit et travaille entre Dijon et Paris. Elle enseigne à l'Ecole Nationale Supérieure d'Art de Dijon.

Mardi 13 juin 21h / Forum des Images, Forum des Halles - 2, rue du Cinéma - 75045 Paris Cedex 01, Métro Les Halles : ligne 4 - Châtelet : lignes 1, 7 et 14 ; suivi d'un débat avec la réalisatrice. En présence de Eliott Gualdi qui signe la musique originale du film et de Yannick Rousselet, conseiller technique.

20 - Exposition-reportage "A la rencontre des femmes oubliées" - Eloïse Bouton et Erwan Balanant - Paris - 12 juin au 18 juin

A l'occasion de la Journée Internationale de l'Action de la Santé des Femmes, nous avons le plaisir de vous inviter au vernissage de l'exposition-reportage réalisée par la journaliste Éloïse Bouton et le photographe Erwan Balanant, qui pendant plusieurs mois ont accompagné nos bénévoles lors de leurs maraudes pour aller :

Cette exposition retrace, au travers de photos et de textes, le résultat de ce travail et témoigne de qui sont ces femmes, quel est leur quotidien dans la rue, les bidonvilles ou les hôtels sociaux ? Santé, sexualité, logement, chômage, à quelles difficultés sont-elles confrontées ? Et pourquoi ces femmes dans la précarité sont-elles exposées à des problèmes plus importants que les hommes ? Quelles sont les conséquences de la précarité sur leur santé ?

Pour voir l'exposition :

Du 12 au 18 juin - Ville A des Arts, 15 rue Hégésippe-Moreau, Paris 18^e

21 - Formation « Genre et population, Méthodes, données et analyses » - du 26 au 28 juin - Paris

La formation sera assurée par Carole Brugeilles et Laure Moguérou - Université Paris Nanterre, laboratoire Cresppa-GTM).

L'objectif de ce module de formation est de faciliter la mobilisation de cadres théoriques, de concepts et d'indicateurs intégrant explicitement les rapports de genre dans l'analyse des normes, représentations et pratiques individuels et collectifs. Il propose d'interroger les façons

d'intégrer une perspective de genre à toutes les étapes d'une recherche, de la conception d'une problématique à l'analyse, en passant par la production de données et/ou à l'utilisation de données secondaires.

Les approches théoriques et méthodologiques seront illustrées par, d'une part, la présentation de recherches qui prennent appui sur des données élaborées ou non dans une perspective genre et, d'autre part, par des exercices de mise en pratique à travers deux ateliers de travail.

Programme :

Lundi 26 juin : Théories et méthodologies ;

9h00 - 12h30 : Théories et méthodes ;

14h00 - 18h00 : Enquêtes et Indicateurs ;

Mardi 27 juin : Présentations scientifiques et ateliers ;

9h00 - 12h30 : Présentations scientifiques ;

14h00 - 18h00 : Ateliers ;

Mercredi 28 juin : Présentations scientifiques et ateliers ;

9h00 - 12h30 : Présentations scientifiques ;

14h00 - 18h00 : Ateliers.

Cible : La formation est ouverte en priorité aux doctorants dans le domaine de la démographie, mais aussi aux doctorants de toute autre discipline qui s'intéressent aux questions de population. Dans la limite des places disponibles, les modules sont ouverts aux post-doctorants, jeunes chercheurs et étudiants en Master 2.

Inscription : Le formulaire d'inscription doit être renvoyé par email, accompagné d'une copie de la carte d'étudiant ou d'une attestation du directeur de laboratoire de recherche pour les post-doctorants.

Lieu et accès à la formation : Station : RER A - Nanterre Université - salle D310 - bâtiment D - 3^{ème} étage. *Inscription :* <http://resodemo.site.ined.fr/fr/presentation/objectifs/#r22619>

CINÉMA, THÉÂTRE, LIVRES, TÉLÉ...

22 - BD : Culottées - Volume 1 - Pénélope Bagieu

Cet album nous propose 15 portraits de femmes, pas forcément célèbres, de tous les continents et de toutes les époques, qui ont en commun d'en avoir eu dans le slip (ou plutôt dans la culotte). Il s'agit ici d'égaliser les compteurs hommes-femmes ! D'abord en montrant qu'une femme dessinatrice de BD peut avoir beaucoup d'esprit et de talent tout en étant autonome et inspirée (allez voir son blog).

Ensuite, à travers des portraits de femmes, de décrire combien elles furent importantes dans la façon de gérer leur vie et d'influencer celles de leurs contemporains. Que ce soit une femme à barbe, une reine africaine, une guerrière apache, ou une athénienne gynécologue, elles vont toutes vous épater. En quelques pages, Pénélope nous livre chaque portrait avec beaucoup d'humour et de dynamisme, en utilisant un trait léger et lumineux.

Un livre qu'on a tout de suite envie de faire lire à nos filles car on sait qu'elles en ont et à nos fils pour la même raison ! »

Chez Gallimard, Hors collection, Tome 1/2, 133 pages

